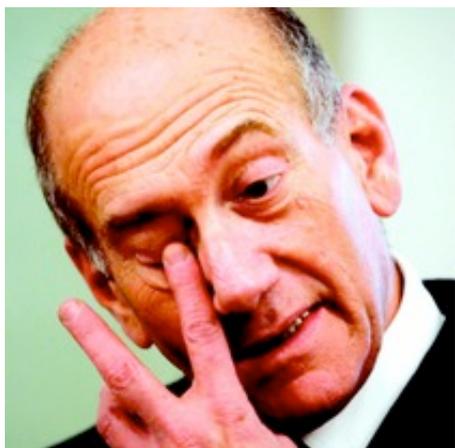


## Union pour la Méditerranée: Israël pousse les pays arabes au boycott

Oct 21,2008 00:00 Par : Notre Bureau De Bruxelles: M'hammedi Bouzina Med



Par son refus d'accepter la participation de la Ligue arabe dans les rencontres de l'UPM, l'Etat hébreu pousse les pays arabes au boycott de cet ambitieux projet.

Il plane comme un vent d'incertitude sur la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union pour la Méditerranée (UPM), prévue pour les 3 et 4 novembre prochains à Marseille. Raison : les positions inconciliables sur la question palestinienne entre les pays arabes et Israël. Ce n'est pas nouveau, est-on tenté de dire. Oui, mais les choses se compliquent davantage. Selon certaines sources diplomatiques à Bruxelles, Israël refuse, carrément, la participation de la Ligue arabe dans les réunions organisées par l'UPM, alors que l'acte fondateur de Paris, du 13 juillet 2008, de ce nouveau cadre de coopération censé relancer le processus de Barcelone, énonce clairement que «la Ligue arabe est associée en permanence » à la mise en route de l'UPM.

Dans une interview accordée à Med-Afrique, journal électronique indépendant, l'ambassadeur représentant la Ligue arabe auprès de l'Union européenne (UE), M. Abdelwahab Derbal, insiste sur le détail: «La version anglaise de la déclaration finale du Sommet du 13 juillet de Paris oblige la coprésidence à inviter la Ligue arabe (Shall be invited) à toutes les réunions (to the meetings) d'une façon permanente (in pursuance), tandis que la version française dit que la Ligue sera invitée et non pas doit être invitée. » Israël s'est saisi de la version française pour s'opposer à la participation de la Ligue arabe.

Face aux pressions d'Israël, une majorité de pays arabes inclus dans le projet de l'UPM, c'est-à-dire ceux de la rive sud et est de la Méditerranée, sont prêts à boycotter la rencontre de Marseille comme toutes les autres rencontres d'ailleurs. Cette attitude de l'Etat hébreu conforte ainsi la thèse de ceux qui soutiennent que l'UPM n'est rien d'autre qu'un « cheval de Troie » visant à briser l'isolement d'Israël au Moyen-Orient (excepté l'Egypte et la Jordanie). Pourtant si Israël souhaite, comme il le dit, briser son isolement dans la région et lier des relations politiques et diplomatiques avec l'ensemble des pays arabes, trouvera-t-il meilleur cadre que celui de la Ligue arabe (elle vaut ce qu'elle vaut) pour commencer ce dialogue ? Autrement dit, en refusant de s'asseoir à la même table que la Ligue arabe, Israël travaille contre son propre intérêt. Par ailleurs, faut-il rappeler qu'avant la réunion de Paris du 13 juillet 2008, à laquelle étaient présents 43 chefs d'Etat et de

gouvernement, dont 16 de la rive sud de la Méditerranée, le Conseil européen avait adopté le projet UPM en mars de la même année. En faisant obstacle à la représentation de la Ligue arabe dans les politiques euro-méditerranéennes, Israël remet en cause les engagements officiels de l'Union européenne.